

# PLURIEL (LES)

*Retraitées & Retraités*

Bulletin de la section départementale du Calvados du SNUipp

206, rue Saint Jean - BP 53025 - 14 017 CAEN CEDEX 2

Tél. : 0 231 722 925 — Télécopie : 0231345401

courriel : [snu14@snuipp.fr](mailto:snu14@snuipp.fr) • site : <http://14.snuipp.fr>

• Directrice de la publication : Cécile RIBES • Prix du numéro : 5 €

**Numéro 299 - oct / Nov / Déc 2016**

• Impression par nos soins • CPPAP 0 917 S 07447



## Sommaire

- Édito P1
- Vie quotidienne P2
- Syndicalisation P3
- Débattre P4
- Assemblée Générale P5
- Rando P6
- Point de vue, infos P7
- Témoignage : Jane Tillard P8

## Sortir du silence et de la honte

Cette expression empruntée à quelques éditorialistes doit être sans cesse rappelée pour qu'un mouvement d'ampleur réclame l'arrêt des crimes de guerre, des génocides, et la destruction des murs de la honte.

En novembre 1989, après 28 ans d'existence s'écroule le mur de Berlin. Cet événement historique important a suscité émotions, joies, liesses, déclarations pendant plusieurs semaines dans les médias et de la part des politiques du monde entier.

Depuis se construisent de nombreux barrages, clôtures, barbelés, murs ; depuis 2002, les Palestiniens subissent l'enfermement ; les Etats-Unis durcissent leur frontière avec le Mexique ; en 2015, la Hongrie veut se protéger des clandestins. Dans certaines villes et quartiers, on parle de «murs protecteurs». La liste est longue.

Ces constructions enclavent, étouffent et tuent des populations.

Quand on ne veut pas avoir honte, on utilise la monnaie. L'Europe qui verse plus de 3 milliards d'euros à la Turquie pour qu'elle fasse le «sale boulot» de retenir les vagues de réfugiés derrière les barbelés.

Tout récemment, Londres aurait eu cette même idée pour aider notre pays au financement d'un mur à Calais !

Associations, citoyens, élus élèvent des protestations contre ces faits. C'est insuffisant. La majorité des «médias» informe sans condamner. Les civils sont les principales cibles des folies meurtrières, folies qui rapportent tant aux industries d'armements.

Sortir du silence pour un monde de paix et comme l'écrit Jane Tillard dans son article (page 8), lutter sans relâche pour que nos petits-enfants connaissent une vie meilleure.

Dispensé de timbrage

Caen CTC

**P**

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Déposé le  
25/10/2016

Denise De Monte

## Ce qui a changé au 1er octobre

### La baisse du prix du gaz

...de 0,3% après une hausse de 0,4% au 1er août !

### La réforme des APL

Prévu par la loi de finances 2016, le 1er octobre marque également le durcissement des conditions d'accès à l'Aide personnalisée au logement. Désormais, le patrimoine des ménages sera pris en compte pour déterminer si un foyer peut toucher cette aide...

### Des agents de sécurité armés à bord des trains

Changement de taille dans les transports. Des agents de la RATP et de la SNCF pourront travailler armés et en tenue civile, en vertu d'un décret paru au Journal officiel, qui sera mis en oeuvre dans les mois à venir.

Les agents de sécurité seront aussi autorisés à procéder à des "palpations de sécurité" dans le cas de "circonstances particulières liées à l'existence de menaces graves pour l'ordre public, notamment à l'entrée des gares ou des trains".



### Le gel des retraites...

"Les retraites sont indexées sur l'inflation. Aujourd'hui l'inflation est faible voire nulle. Donc revaloriser les retraites serait une dépense extraordinairement importante. (...) Il n'est pas prévu de revalorisation" parce que l'inflation est attendue proche de zéro, confirmait Christian Eckert sur LCI jeudi 29 septembre.

## La retraite, un « métier » pas si tranquille

Elle court, elle court la retraitée ! Excusez-moi, messieurs, vous êtes également concernés mais nous sommes plus nombreuses. Que nous ayons la soixantaine avec des réunions, des activités personnelles ou celles de nos petits-enfants adorés qui occupent notre temps « prétendu libre », ou que nous ayons 2 décennies de plus, avec les mêmes choix ou pas et quelques rendez-vous de médecin supplémentaires, il nous faut constater que cela nous prend de plus en plus de temps.

Je vous rassure : ce ne sont pas nos capacités intellectuelles qui sont en cause, ou pas que...

Les temps de trajets ne cessent de s'accroître : l'infrastructure de nos réseaux routiers est loin d'être suffisante face aux besoins et localement, la fermeture du pont « dit de Colombelles » nous permet, comme aux actifs de goûter aux joies des embouteillages, aux calculs savants pour être à l'heure, voire à l'abandon de certains projets.

Les APC, le midi pour les élèves de maternelle, le soir pour ceux d'élémentaire, ont multiplié nos déplacements ou contraint leurs parents à faire d'autres choix qui parfois rejouent sur nous. La fermeture ou la réduction de certains services publics (postes, trésorerie, services hospitaliers ou cabinets médicaux...) nous oblige parfois à aller plus loin, parfois à attendre plus longtemps. Lors de nos loisirs, voyages ou courses, il faut maintenant nous habituer à la présence d'hommes armés (y compris dans les trains), à la fouille de nos sacs.

Certes, ces exemples ne concernent pas que les retraités. Pas plus que la répression pour les actes syndicaux mais cet environnement quotidien ajoute à la fatigue, la suspicion, la méfiance, la morosité. Et nous sommes inquiets pour l'avenir des plus jeunes.

Alors retrouvons un peu de quiétude et de sérénité : ne rentrons pas dans le jeu des médias qui veut nous entraîner à choisir un candidat aux présidentielles avant même que des contenus aient été proposés ou débattus. Prenons le temps d'étudier les programmes de chacune et chacun.

Nationalement ou localement, je voterai pour la candidate ou le candidat qui répondra au mieux à mes besoins : l'indexation des pensions sur les salaires, la défense de la fonction publique, les budgets nécessaires à l'éducation et à la santé, l'avenir de la sécurité sociale pour tous, à une sécurité qui ne tourne pas à la paranoïa.

Ensemble, continuons à mettre en avant ces besoins pour qu'ils soient pris en compte : il sera toujours temps de mettre le « bon » ou le « moins mauvais » bulletin dans l'urne !



Isabelle Cruchet



## Syndicalisation des retraités du SNUipp14 :

188 en 2015-2016

**162 syndiqués à la date du 18/10/16**

Sans syndiqués, il n'y a pas de syndicat.

**Plus nombreux, plus forts, plus efficaces :  
se syndiquer, un acte essentiel !**



## 350 MANIFESTANTS à CAEN LE 29 SEPTEMBRE

### Compte-rendu d'audience du Jeudi 29 septembre, groupe des « 9 » avec le cabinet de Marisol Touraine Rencontre «courtoise», ça ne suffit pas !

Après les mobilisations des retraitées et retraités du 29 septembre, le groupe des «9» a été reçu par le cabinet de Marisol Touraine.

D'après M. Ferras, conseiller de la ministre, depuis le début du quinquennat, le gouvernement se préoccupe des retraités.

Sur le pouvoir d'achat, il avance d'abord que les retraités français sont mieux lotis que les autres retraités européens, qu'il faut défendre le système par répartition (comme si nous disions autre chose !), que la retraite est un système de solidarité entre retraités et actifs, qu'il faut bien évidemment aider les personnes les plus pauvres, que l'indexation sur les prix est protectrice, ... et que

## À la retraite : 5 bonnes raisons de se (re)syndiquer

- garder des liens avec les actifs, avec la profession ;
- travailler aux nécessaires solidarités actifs / retraités ;
- agir, en commun, pour le maintien et la transformation des services publics ;
- agir pour défendre notre pouvoir d'achat ,
- agir pour une laïcité, certes rénovée, mais qui reste le socle de l'organisation de notre société.

Les retraités représentent aujourd'hui 20% de la population et ils y jouent un rôle important. Il est indispensable de faire mieux prendre en compte leur place dans la société. Poursuivons le travail entre actifs et retraités pour y réfléchir mais aussi pour défendre leurs conditions de vie, obtenir le dégel des pensions et une meilleure protection sociale.

A ce titre, la FSU regrette la décision du SE-UNSA de quitter la FGR. Elle l'appelle à y réfléchir encore car les retraités ont besoin d'une unité syndicale et donc de la FGR.

Nous devons aussi nous préoccuper du renouvellement et du rajeunissement pour assurer l'avenir de notre organisation.

**Travaillons sur les modes de fonctionnement, les formes de militantisme** pour ne pas décourager les militants surtout à un moment où le dialogue social tel qu'il est mis en place les sollicite beaucoup, multipliant les réunions à tous les niveaux, augmentant souvent les distances à parcourir (et la nouvelle réorganisation territoriale ne va pas nous faciliter la vie)...

Raymond Prosper-Paul

### A la retraite depuis le 1er septembre dernier, j'ai choisi de continuer à me syndiquer au SNUIPP.

Je reste ainsi, solidaire de toute cette profession qui a quand même représenté la moitié de ma vie.

Les idées que j'ai défendues, les combats que j'ai menés au sein de mon syndicat quand j'étais active restent. Ils n'ont pas disparu avec mon départ, je continue donc à y participer, d'une autre façon, en donnant du temps (j'en ai quand même davantage).

Cela me permet aussi de garder le contact et d'avoir un regard sur l'actualité de notre métier.

Ce n'est pas le coût non plus qui a pu me freiner, il est modique, de l'ordre de 3€/mois après déduction fiscale, donc pour moi cela a été une évidence : je reste syndiquée.

Le SNUIPP a besoin de nous, ses actifs mais aussi ses retraités, la retraite n'est pas une fin, il y a encore beaucoup de choses à faire.

Sylvie Demercastel

donc, il n'y aura pas de revalorisation des pensions!

Sur l'aide à la perte d'autonomie, il pense que le gouvernement a bien travaillé avec cette loi sur l'adaptation de la société au vieillissement et que la question des aidants a été bien traitée.

Pour le reste, manque de personnel, reste à charge, insuffisance de financements, il nous renvoie aux départements.

Il nous faut poursuivre, car de toute évidence M. Ferras n'écoute pas tout ce que nous avons entendu dans nos rencontres sur les marchés, dans les 5 derniers rassemblements : difficultés à vivre, à se soigner, à se déplacer, perte du pouvoir d'achat, restes à charge pour les établissements trop élevés, implication de plus en plus importante des aidants tant en présence que financière.

Débat à suivre le 15 novembre à notre A.G.

Denise De Monte

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE : débattre...

### Rapport d'activité :

2015-2016 : routages des bulletins du SNUipp14 et FSU14 (merci aux nombreuses et nombreux retraités qui assurent ces travaux - pour exemple, le dernier Pluriels N°298 envoyé à toute la profession a nécessité 114 heures de travail)

2015-09-15 : **MANIF RETRAITÉS**

2015-09-15 : Commission

2015-10-08 : **MANIF RETRAITÉS**

2015-11-10 : AG SNUIPPR +présentation de saison théâtrale CDN.

2015-12-01 : Rando à Amblie

2016-02-05 : Commission

2016-03-10 : **MANIF RETRAITÉS**

2016-03-22 : Rando Giel

2016-04-22 : Commission

2016-05-20 : Le Locheur #2

2016 : Congrès FSU (départemental & national)

2016 : Congrès SNUipp (départemental)

2016 : Congrès FGR (national)

2016-06-09 : **MANIF RETRAITÉS**

### 3 Bulletins Retraités

**1 Atelier informatique hebdomadaire** : le jeudi de 17 à 19h00 à l'école Victor Hugo de Colombelles

**"À force de sacrifier l'essentiel pour l'urgence, on finit par oublier l'urgence de l'essentiel"**

Edgar Morin (*La méthode éthique* – 2004).

### Sortir de l'état d'urgence

Le gouvernement a choisi l'option sécuritaire avec l'établissement de l'état d'urgence. Il est aujourd'hui question de prolongation, de constitutionnalisation... Or, pérenniser des dispositifs d'exception c'est mettre en péril l'équilibre entre les pouvoirs législatifs, judiciaires et exécutifs ; c'est introduire dans la justice ordinaire des mesures exceptionnelles. Sans sous-estimer la menace terroriste qui pèse encore aujourd'hui, et en assurant comme il se doit la sécurité des citoyens, compte-tenu de ce que la loi permet déjà pour faire face à la menace terroriste, la FSU demande au gouvernement d'engager maintenant la sortie de l'état d'urgence.



### Le « trou de la sécu » : retour à l'équilibre en 2017 ?

#### Vraie bonne nouvelle ou effet de communication ?

Marisol TOURAINE, dans la présentation du projet de loi de financement de la Sécurité Sociale (PLFS) se félicite, que pour la première fois depuis 2001, le déficit du régime général (maladie, retraite, famille, accidents du travail) serait ramené à 400 millions d'euros soit le quasi équilibre.

Il faut décrypter le message à visée politique à quelques mois des présidentielles :

- - cette présentation omet d'y inclure le FSV ( fonds de solidarité vieillesse ) dont le déficit se maintient à hauteur de 3,8 milliards.
- - cette présentation, essentiellement comptable, évite de lister l'ensemble des régressions imposées ( allongement de la durée de cotisation pour la retraite, recul de l'âge de départ, l'hôpital mis à sec, la modulation des allocations familiales, l'augmentation des complémentaires...).

Uniquement focalisé sur la réduction des coûts et non sur la recherche de financements nouveaux ce budget se traduira par de nouveaux sacrifices imposés aux assurés sociaux et aux personnels de santé.

Un projet ambitieux ne peut se satisfaire de constater que 36% des français renoncent à des soins faute de moyens.

S'attaquer aux inégalités d'accès aux soins ne devrait-il-pas être la priorité d'une politique de santé ?

Raymond Prosper-Paul

### Du silence et de la honte...

Cette expression empruntée à quelques éditorialistes doit être sans cesse rappelée pour qu'un mouvement d'ampleur réclame l'arrêt des crimes de guerre, des génocides, et la destruction des murs de la honte. (Voir l'édito)

### Salaires, emploi, protection sociale...

restent les préoccupations majeures mais aussi autant de sujets qui imposent de s'attaquer à la finance, et pourquoi pas déjà à l'évasion et à la fraude fiscale qui s'élèvent à plus de 70 milliards... Répartir plus équitablement les richesses produites, chercher de nouvelles ressources... **on ne fera pas l'économie d'une réelle réforme fiscale pour sortir de la crise économique....** Car certains auraient-ils oublié qui en est responsable ? Et quels sont ceux qui payent la crise depuis 2008 ? Nous nous n'avons pas oublié ! Nous n'avons pas oublié non plus le tournant libéral du Président de la République en janvier 2014 avec le Pacte de responsabilité. Le gel de nos salaires et celui des pensions des retraités, les millions de chômeurs, de précaires... la crise européenne et le diktat de la Troïka, la situation faite à la Grèce... Non, nous n'avons non seulement pas oublié mais nous demandons toujours des comptes !

le mardi 15 Novembre

2 RDV : →



**Assemblée générale des retraités et retraitées du SNUipp14 :**

Nous avons le plaisir de vous inviter à participer aux travaux de l'AG :

⇒ **9h30** : A l'initiative de la FSU 14 et de la CGT 14, **RDV au cinéma Le LUX** pour assister à la projection du film de Gilles Perret **LA SOCIALE**, suivie d'un débat avec les organisations syndicales invitées (entrée : 5 €).

⇒ **12h45** : **repas 15,00 €** ( à régler sur place). **Merci de bien vouloir apporter votre couvert complet.**

**ATTENTION !**  
Notez bien l'adresse  
**salle Pierre Esnault**  
**17 rue Pasteur**  
**Mondeville**

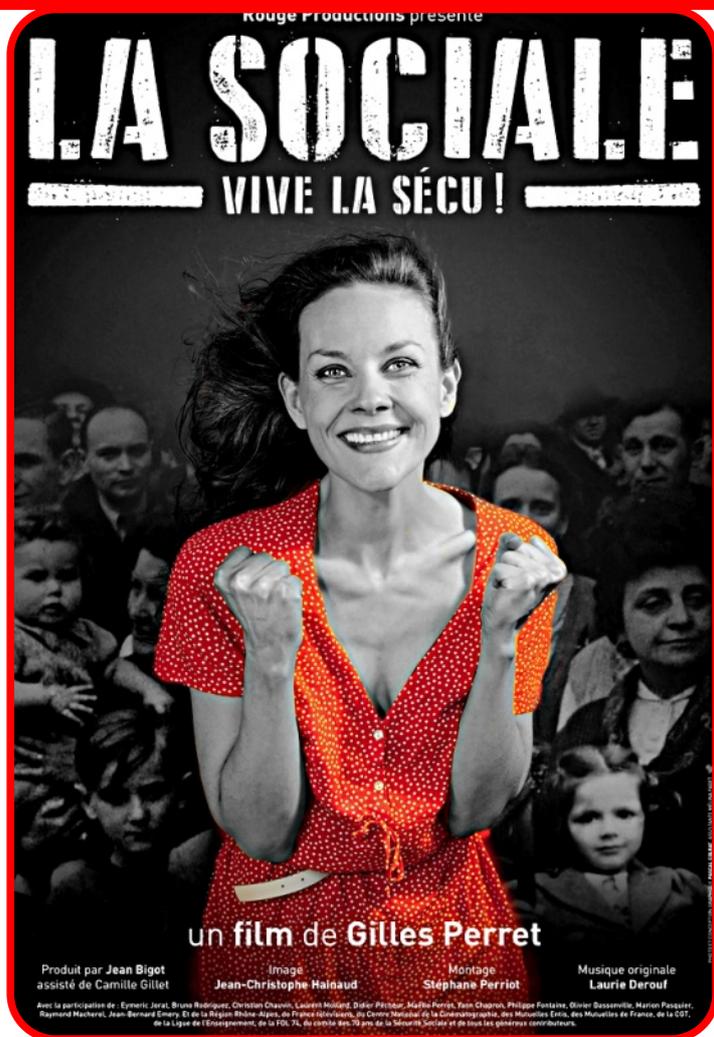
⇒ **14H30** : **DÉBUT DES TRAVAUX DE L'AG**

**Ordre du jour :**

- Accueil des nouveaux retraités.
- Tour d'horizon de l'actualité sociale.
- Débat : voir pages 2, 4, 7, ...
- Le point sur la syndicalisation des retraités.
- Compte-rendu de l'activité syndicale des retraités 2015/2016 et programme 2016/2017.
- Organisation de la commission.
- Questions diverses.

La commission.

*Vous pourrez, si ce n'est déjà fait, régler le montant de votre cotisation sur place... Retraité instituteur = 104 €, Retraité Professeur des Écoles = 106 € (66% de déduction fiscale)*



**Résumé**

*Il y a 70 ans, les ordonnances promulguant les champs d'application de la Sécurité sociale étaient votées par le Gouvernement provisoire de la République.*

*Un vieux rêve séculaire émanant des peuples — vouloir vivre sans l'angoisse du lendemain — voyait enfin le jour.*

*Le principal bâtisseur de cet édifice des plus humanistes qui soit se nommait Ambroise Croizat. Qui le connaît aujourd'hui ?*

*Il est temps de raconter cette belle histoire de « la Sécu » : d'où elle vient, comment elle a pu devenir possible, quels sont ses principes de base, quels en furent les bâtisseurs et ce qu'elle est devenue au fil des décennies.*

*« La Sociale » retrace l'histoire d'une longue lutte vers la dignité tout en dressant, en parallèle, le portrait d'un homme et celui d'une institution incarnée par ses acteurs du quotidien*

**Guide-réponse à retourner**

**au plus tard pour le 08 novembre**

par courriel à l'adresse suivante : [slp14.fsu@gmail.com](mailto:slp14.fsu@gmail.com)

(ou au 06.87.23.55.90) ou par courrier : Denise De Monte, 6 r Louise Michel 14123 FLEURY SUR ORNE

NOM :	Prénom :	participera
• à la séance au <b>Lux</b> : (5,00 € par personne à régler sur place) à <b>9H30</b> .....	oui	non
• au <b>repas</b> (15,00 € par personne à régler sur place) à <b>12H45</b> .....	oui	non
• à l' <b>assemblée générale</b> à <b>14H30</b> .....	oui	non

Par ailleurs, afin de permettre une communication plus rapide, il nous serait utile de connaître votre adresse de messagerie électronique. Si vous acceptez de recevoir les informations syndicales par ce moyen, nous vous remercions de bien vouloir nous communiquer votre adresse électronique ci-dessous ou d'envoyer un courriel directement à [slp14.fsu@gmail.com](mailto:slp14.fsu@gmail.com) :

Adresse :

Courriel : ..... @.....

Portable : 06.....

Merci de nous signaler tout changement d'adresse, de téléphone, d'adresse électronique, ...

Tél :

ADSL : oui - non

Aide au routage des bulletins : oui - non



## Mémoires du Plateau

*une cité ouvrière aux portes de Caen*

Veronique Piantino *texte*  
Gérard Prokop *entretiens*

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, à quelques kilomètres de Caen, perchée sur un plateau calcaire, une cité ouvrière obéissant aux principes du paternalisme industriel va naître. Quatre générations de femmes et d'hommes vont y constituer une communauté jusqu'aux années 80.

Cet ouvrage vous propose de vous faire découvrir la vie quotidienne de ces familles unies par le travail dans une cité jardin unique par sa taille et sa configuration dans le Calvados.

128 pages 16 x 23 cm - 18 €

Parution 3 décembre 2016,  
association Vivre ensemble au Plateau, 4 rue de L'Hôtellerie - 14120 Mondeville

Souscription **15€** jusqu'au 31 octobre 2016



## Abonnements à la Comédie de Caen 2016-2017

Vous pouvez bénéficier du tarif réduit pour l'abonnement en précisant que vous faites partie du groupe de Serge Le Petit :

3 spectacles = 51 € au lieu de 60 €

6 spectacles = 72 € au lieu de 90 €

9 spectacles = 90 € au lieu de 108 €

« ... Le théâtre sert à nous orienter, et c'est pourquoi, quand on en a compris l'usage, on ne peut plus se passer de cette boussole. »

Alain Badiou, Éloge du théâtre

## Vendredi 2 décembre : Rando Ranville - Amfreville

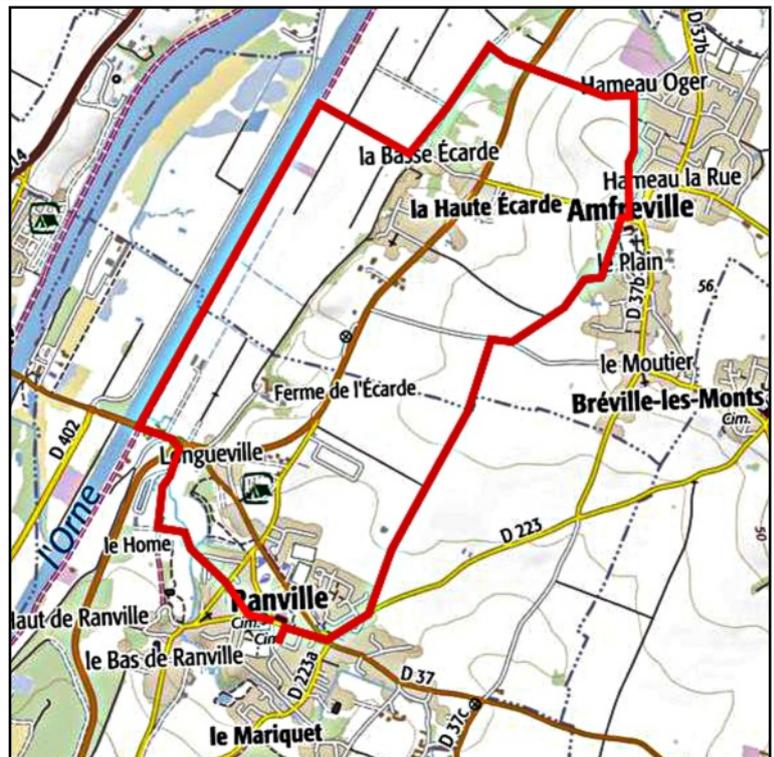
Nous vous proposons une randonnée sur Ranville et Amfreville.

Partant du cimetière anglais de Ranville, nous monterons jusqu'au plain d'Amfreville, vers la table d'orientation du Hameau Oger pour rejoindre l'Écarde et le bord de l'Orne. Enfin, nous reviendrons à Ranville en suivant le chemin de hallage. Il y a possibilité de quitter la rando en cours de route. Après ce circuit d'environ 8,5km nous pourrons nous restaurer à La table de Manon à Ranville au prix de 23€ tout compris.

Jacky et Angela

⇒ •Rendez-vous à 9h30 sur le parking du cimetière anglais de Ranville

⇒ •Le repas à La table de Manon est prévu à 13 heures - prix tout compris 23 euros.



Guide-réponse à retourner

au plus tard pour le 21 novembre

par courriel à l'adresse suivante : [slp14.fsu@gmail.com](mailto:slp14.fsu@gmail.com)

(ou Téléphoner à Denise au 06.87.23.55.90)

NOM : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_ participera

Nombre de personnes :

- à la randonnée : \_\_\_\_\_
- au repas (à régler sur place) : \_\_\_\_\_

Tél :

Courriel : ..... @.....

Portable : 06.....

Merci de nous signaler tout changement d'adresse, de téléphone, d'adresse électronique, ...

## Quel avenir ?

L'agitation politique de l'été s'est focalisée sur... un fait divers : quelle tenue adopter pour se baigner ? Et chacun d'y aller de sa déclaration péremptoire, de son arrêté municipal ; pourquoi pas une loi ? Même le Conseil d'Etat a été sollicité !

Il y a 50 ans quelques films humoristiques suffisaient à régler ce problème de la tenue réglementaire pour la baignade !

Toute cette polémique a disparu avec la rentrée. Quelques manifestations suivies immédiatement d'une fin de non recevoir méprisante du gouvernement et nous passons à un sujet grave et omniprésent : les élections présidentielles de 2017.

Les candidats de droite et d'extrême-droite se livrent à une surenchère de propositions qui nous ramènent des dizaines d'années en arrière. Le tout parsemé de quelques vieilles querelles non assouviées !

A gauche, pour l'instant, c'est déjà le trop plein de candidats qui compense un manque d'idées neuves !

Et, pourtant, loin du bruit médiatique, de nombreux citoyens œuvrent à trouver des solutions à leurs problèmes et même à organiser une autre société.

Là, c'est une activité basée sur le principe de l'économie sociale et solidaire.

Là un village rural, presque en totalité, expérimente un système agricole « loin de la crise ».

Des parents d'élèves ont pris en charge la restauration scolaire.

Des liens nouveaux se tissent entre producteurs et consommateurs.

Les coopératives de production, de distribution se multiplient, certaines avec un grand succès.

Si la moindre opposition à la présence des réfugiés est largement commentée dans les médias, il n'est que très rarement signalé les nombreux gestes de solidarité.

Deux mondes se côtoient et s'ignorent. L'un basé sur les vieilles valeurs de richesse, de productivité, de concurrence, mène l'humanité à sa perte. L'autre cherche à développer la solidarité et la fraternité, mais sans aller encore jusqu'à fédérer les bonnes volontés.

La confiance dans les vieilles structures est perdue.

Les syndicats eux-mêmes sont parfois assimilés à ce vieux monde. Il faudrait peut-être aussi recréer un nouveau syndicalisme où la défense des justes acquis de la profession soit prioritaire, mais où aussi soient organisées des structures de réflexion et de propositions qui tiennent compte du mouvement de la société.

Prendre en compte le pouvoir d'achat, l'emploi est juste, mais cela ne doit pas mener à une volonté de maintenir un statu quo rigide. Est-il nécessaire de conserver la fabrication d'objets obsolètes ou inutiles, ou est-il mieux de rechercher avec tous un nouvel emploi digne et valorisant ?

Lorsque des efforts seront suffisants pour reconsidérer, dans l'union des bonnes volontés, loin des querelles du passé, l'organisation de ce monde finissant, l'Avenir pourra paraître plus souriant !

Rémi Cherrier

Communiqué de presse FSU, Les Lilas le 7 octobre 2016

## Tentative d'expulsion du Secours Populaire à Hayange :

### un acharnement de plus contre les solidarités

La mairie FN de Hayange s'acharne. Après avoir avoir sommé l'antenne du Secours Populaire de la commune, installée depuis plus de dix ans, d'évacuer les lieux séance-tenante vendredi matin par voie d'huis-sier, flanqué de la police municipale, le maire persiste. Il maintient la procédure d'expulsion en cours, arguant d'une occupation de locaux « sans droit ni titre » et menace de « faire rapidement couper l'électricité et le chauffage dans le local ». (...)

La FSU condamne avec la plus grande fermeté la décision de s'attaquer au Secours Populaire et l'acharnement dont fait preuve le maire d'Hayange. Elle apporte son soutien à une association, dont l'action est toute dévolue à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion en France et dans le monde et à promouvoir la solidarité.

## Menaces sur les mutuelles de la fonction publique

Le référencement est une procédure qui permet de faciliter l'accès des agents – actifs et retraités – de l'État à une protection sociale complémentaire en donnant la possibilité à l'employeur public de participer au financement de celle-ci. C'est la solution qui a été trouvée dans la fonction publique de l'État



pour répondre à l'injonction de

Bruxelles d'organiser une concurrence libre et non faussée entre les opérateurs. Les agents sont libres de choisir leur complémentaire santé référencée ou non, mais seul un organisme référencé peut percevoir une participation financière du ministère. Les pratiques sont toutefois très variables d'un ministère à l'autre ; la contribution du ministère de l'Éducation est scandaleusement faible : 3,60 euros par an et par adhérent à la MGEN.

### Quels sont les problèmes ?

Dans notre ministère, la MGEN a été retenue pour la première période de référencement qui arrive à échéance le 30 juin 2017. Un nouvel appel public à concurrence doit donc être lancé au niveau européen pour choisir le (ou les) organisme(s) pour les sept prochaines années. Le référencement est heureusement reconduit, alors qu'il y a eu de fortes pressions pour le remettre en cause. Mais les ministères sont invités à exclure la protection contre le risque de perte d'autonomie, nommé « risque dépendance », des paniers d'offres référencées. Cette couverture ne deviendrait qu'une option alors qu'elle avait été incluse dans la quasi-totalité des ministères lors du premier référencement. Cela aboutirait à une rupture des solidarités et donc à un renchérissement des cotisations pour celles et ceux qui choisiraient cette option ou à une mise en grande difficulté des personnes qui perdraient leur autonomie sans avoir opté pour cette couverture. Bien évidemment, la FSU agit auprès du ministère pour peser.

Marc LE DISERT.

## Témoignage : Jane Tillard

**Si «ceux qui vivent, ce sont ceux qui luttent, alors nous avons déjà bien vécu et bien rempli notre vie» ; ainsi s'exprimait Jean Claude à son départ en retraite en novembre 1988 ; ce que je partage toujours depuis 28 ans.**

Je veux revenir d'abord sur mon enfance marquée par le combat incessant de mes parents pour l'école laïque, marqués par la guerre et leur lutte dans la résistance.

Ces combats pour une école démocratique, pour les droits de l'enfant, pour la dignité de tous, femmes et hommes, pour un monde meilleur seront depuis le village de mon enfance, Trégrom, dans le Trégor, jusqu'à aujourd'hui, le «fil rouge» de ma vie.

Après mon bac, je demande en 1951, mon intégration dans le corps des suppléants des Côtes du Nord ( aujourd'hui Côtes d'Armor). Au cours de 4 années, j'apprends le métier d'enseignante et me rends très vite compte de la nécessité d'une bonne formation. Passer de la classe de Philo à l'enseignement dans des classes primaires où parfois les enfants de CP ne connaissent que le breton n'est pas évident ! Dans ce département où la concurrence avec l'école libre est très vive, l'école laïque dite l'école des pauvres et parfois qualifiée d'école du diable ! La lutte pour la laïcité, la dignité, les droits que l'on doit défendre aujourd'hui sont acquis au prix de nombreuses luttes et grèves auxquelles je participe et c'est tout naturellement que j'adhère au syndicat des instituteurs. Ces 4 années sont aussi sources de relations très fortes, de solidarité, de bonheurs partagés avec les parents d'élèves, les gens, les salariés.

En 1946 s'était créé un cercle de l'UJRF, à l'initiative de jeunes enseignants dans mon village pour «construire une grande organisation progressiste de la jeunesse de France» et pour cela, les organisations éparses nées de la Résistance ont fait appel à tous les jeunes d'esprit antifasciste et laïc ; tel était le but de l'Union de la Jeunesse Républicaine de France. En juillet 1954, déléguée par l'UJ au festival de la jeunesse et des étudiants à Paris, je rencontre Jean Claude Tillard, lui même délégué du Calvados.

En 1955, je suis nommée dans le Calvados et nous nous installons à Dives sur Mer où Jean Claude était enseignant. Nous y vivons dix ans, heureux, avec nos 4 enfants participant à toutes les luttes syndicales et politiques, essayant de bâtir «des lendemains qui chantent...». Je suis alors responsable du comité de l'Union des Femmes Françaises ; je diffuse l'Humanité dans les cités ouvrières.

Je me souviens particulièrement de la lutte contre la guerre d'Algérie et de ma première prise de parole lors du «Putsch d' Alger» en 1958.

Au retour de Jean Claude du service militaire en 1961, des camarades désireux de nous protéger

contre l'OAS nous avaient attribué des chiens de garde ; un «bas rouge» qui me terrifiait, bientôt remplacé par un berger allemand qui avait réussi à s'échapper et si méchant qu'on l'avait retrouvé dans un bal ! On connaît déjà un certain Le Pen...

Il y a aussi les rencontres, les retrouvailles imprévues et chaleureuses dans les Pyrénées, l'Auvergne et les discussions pendant lesquelles on refaisait le monde !

En 1965, nous arrivons à Fleury sur Orne. J'obtiens un poste et Jean-Claude prend des responsabilités syndicales. Nous vivons à 4 pendant 3 mois dans une petite pièce au sous-sol de la Mairie ; les 2 autres enfants étant gardés à Dives sur mer par les grands parents. Rencontres dès le début avec

des amis syndicalistes, du parti, comme les Garnavault, Isabelle Dudouit, et qui

m'aident à trouver plus d'attraits à Fleury sur Orne, autres que les magnifiques couchers de soleil. J'enseigne dans un CP chargé d'enfants réputés difficiles.

En 1971, je suis élue au Conseil Municipal sur la liste de Serge Rouzière et pour poursuivre cette gestion sociale, humaine, démocratique, je lui succède comme Maire en 1978, responsabilité que je vais assumer jusqu'en 1989. Pendant 10 ans, maire de la commune, femme communiste, les «coups bas» n'ont pas manqué, mais je suis fière du travail accompli ces années-là avec une équipe combative, porteuse d'idées de progrès.

De 1989 à 2009, nous continuons la lutte contre la guerre et pour la Paix.

Les naissances de petits enfants en 1985, 1989 et 1994 nous remplissent du bonheur de pouvoir randonner dans les Pyrénées, les Alpes, la Lozère, l'Auvergne ; nous prenons le temps de voir la famille dans le midi, d'accueillir les amis dans notre petite maison bretonne, là où nous avons fêté en 2005 nos 50 ans de mariage.

Seule depuis 2009 où Jean Claude a été emporté en 3 mois par le cancer.....

Seule, non pas vraiment, car je suis très entourée par ma famille, les amis de longue date.

Il y a les livres, particulièrement la poésie qui me fait toujours rêver.

Il y a toujours les luttes, les manifestations pour sauvegarder les acquis chèrement conquis, la recherche sans relâche de nouveaux chemins pour que nos petits-enfants connaissent un monde de paix et de partage, pas un monde de violence et de peurs.

Jane Tillard

